



Observatoire interne

Première vague après le changement gouvernemental

Cette 24^{ème} vague de l'observatoire interne aux ministères économique et financier a la particularité d'être la première survenue après les échéances électorales du printemps, et la nomination des nouveaux ministres.

3 332 agents ont été interrogés par téléphone, entre le 14 octobre et le 10 novembre 2012. Les agents des DIRECCCTE ont été enfin intégrés à l'échantillon.

Toujours de fortes inquiétudes sur le présent... et l'avenir !

Dans la continuité des enquêtes précédentes, les réformes sont considérées comme trop rapides (61%), avec des changements jugés négativement (57%).

Encore plus inquiétant, mais guère surprenant dans le contexte actuel, les agents considèrent que leur situation personnelle va se dégrader dans les mois à venir (57%).

Le rythme du changement est apprécié différemment selon que les agents soient dans une direction à services déconcentrés ou dans une direction en majorité centralisée.

Ainsi si le changement est jugé trop rapide par les agents à la DGFIP (64%), à la DGDDI (65%), à la DGCCRF (65%), ils ne sont plus que 39% à l'INSEE, 33% au SG et même que 19% à la DGCIS.

Parmi les sujets cités par les agents, le thème de l'emploi devient très prégnant (55%), devant les conditions de travail (38%) les restructurations, réorganisations (35%), et pour la première fois, avec un pourcentage significatif, apparaissent les thèmes budgétaires (21%).

Dans l'ensemble, les changements intervenus dans les directions sont rejetés par 55% des agents, et même 84% à la DGCCRF et 61% à la DGDDI.

L'appréciation sur les conditions de travail est toujours très négative. Pour 73% des agents, la situation se dégrade, tout comme l'organisation et les méthodes de travail (57%).

Pour les personnels, la gestion des carrières des agents connaît une dégradation importante (44%). Ce chiffre est en forte progression : +8%.

Seulement un quart des agents considère que le service aux usagers s'améliore. Cette appréciation est là encore largement partagée dans les directions à réseau, seule la DGCIS connaît une évolution positive en la matière.

Interrogés sur l'existence d'une ligne directrice pour l'avenir de leur Direction Générale, les agents sont sans ambiguïté dans leur réponse, c'est non ! 43% à la DGFIP, 55% à la DGDDI et le summum est atteint à la DGCCRF avec 81% ! Là encore seule la DGCIS est dans une tendance positive avec 61% de réponses positives.

Un stress persistant et une qualité de vie au travail médiocre

Le panel d'agents interrogés devait noter son niveau de stress sur une échelle de 0 à 10. Près d'un tiers, l'évalue entre 8 et 10 !

Toutes les catégories sont touchées par ce phénomène, même s'il décroît légèrement dans l'encadrement supérieur, tout en restant supérieur à la moyenne (45%).

Les principaux facteurs de stress sont la charge de travail, les horaires et l'impact sur l'équilibre vie privée/vie professionnelle. Toutefois, l'ambiance au travail et les conditions de travail sont également largement citées.

De façon quelque peu contradictoire, 93% des agents s'estiment satisfaits de leurs horaires de travail, 82% du contenu de leur travail et de l'équilibre vie privée/vie professionnelle.

Par contre, ils ne sont plus que 48% à répondre favorablement sur leur possibilité d'avancement, 52% pour faire passer leurs idées ou la reconnaissance de leur travail.

Interrogés sur la qualité de vie au travail, les agents ne sont que 21% à la noter entre 8 et 10 !

Si les résultats connaissent peu d'évolution depuis la dernière enquête, il est à noter les résultats à la DGCCRF (17%) en baisse de 5 points, et à la DGCIS, à l'inverse, en progression de 11 points (37%).

Un climat social fragile où des tensions directionnelles persistent

C'est un peu « le verre à moitié vide ou à moitié plein », selon celui qui l'analyse. Si l'administration pourra se satisfaire que 46% des agents évalue le climat social comme bon, a contrario cela signifie qu'une majorité le perçoit différemment.

Encore une fois, de fortes distorsions existent entre les directions, si le taux atteint 66% à la DGCIS ou 62% à l'INSEE, il n'atteint plus que 32% à la DGCCRF, 42% à la DGGDI ou 45% à la DGFIP.

Si le niveau de conflictualité n'atteint pas celui de l'automne 2010 (conflit retraites), les taux demeurent significatifs, 53% des agents sont prêts à participer à des actions revendicatives, les taux atteignent à la DGDDI 60%, à la DGCCRF 61%.

Cette première enquête postélectorale aurait pu coïncider avec le traditionnel « état de grâce » qui caractérise ces périodes. Tel n'est pas le cas, loin de là !

Le changement politique ne s'est pas transformé en changement des politiques de réformes dans les directions.

L'enquête a été réalisée au moment même où était dévoilé le projet de budget 2013 avec les nouvelles suppressions d'emplois et la baisse des crédits budgétaires.

Des annonces qui venaient confirmer que les ministères de Bercy étaient « non prioritaires » pour le nouveau gouvernement.

Dans ce contexte, les Ministres auraient grand tort de se satisfaire de la stabilité des résultats de cette vague de l'observatoire interne.

D'autant plus que la non revalorisation du point d'indice, les coupes drastiques annoncées dans le nombre de promotions internes, la poursuite de la RGPP sous le nouveau vocable de MAP, et le lancement des « démarches stratégiques » dans les directions à réseau, cristallisent les tensions sociales, comme les premiers mouvements sociaux de fin d'année l'attestent.